



RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES REMDH

INTRODUCTION

La deuxième assemblée générale du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH/ le Réseau) s'est tenue à Copenhague en décembre 1997 et a rassemblé 40 membres. Durant cette réunion, ils ont adopté les Statuts du Réseau, le Plan d'Action et ont procédé à l'élection du Comité Exécutif (CE). Ils ont enfin arrêté les principaux objectifs du Réseau, à savoir:

- 1) Soutenir et diffuser les principes universels des droits de l'Homme tels qu'ils sont définis par les instruments internationaux et dans la Déclaration de Barcelone, signée en novembre 1995 par les gouvernements des 15 pays de l'Union Européenne et ceux des pays tiers-méditerranéens (les Etats Partenaires);
- 2) Soutenir, renforcer et coordonner les efforts de ses membres pour contrôler que les états se conforment aux principes de la Déclaration de Barcelone dans le domaine des droits de l'Homme et des questions humanitaires;
- 3) Soutenir le développement des institutions démocratiques et la promotion de l'état de droit, des droits de l'Homme et de l'éducation en matière des droits de l'Homme dans la région euro-méditerranéenne.

Par ailleurs, ils ont convenu que le REMDH devrait respecter les activités et besoins propres des membres; faire preuve de flexibilité et accorder une attention particulière aux organisations dépourvues des moyens de base nécessaires à la réalisation de leurs activités et s'appuyer sur les projets et les initiatives existant dans la région plutôt que de les reproduire. La tâche principale du Réseau est de faciliter le travail de ses membres et de le mettre en valeur et non pas de devenir une organisation régionale de plus.

L'assemblée générale a enfin décidé de doter le REMDH d'une équipe opérationnelle¹ et d'un programme de travail afin de renforcer le dialogue et la synergie entre les membres et de faire du REMDH un réseau crédible vis-à-vis du Partenariat euro-méditerranéen (PEM) en matière de droits de l'Homme.

Ce rapport couvre la première année d'activités du REMDH, plus précisément la période du 1er janvier 1998 au 1er mars 1999 puisque la troisième assemblée générale a été retardée.

Le Plan d'Action avait défini les priorités suivantes du REMDH: liberté d'opinion et d'expression, liberté de pensée et de conscience, liberté de réunion et d'association, ainsi que la protection des réfugiés et le respect de la dignité humaine, et notamment la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance. Le programme d'action du Réseau comportait quant à lui trois volets d'activités:

¹ Basé sur une assemblée générale, un comité exécutif et un secrétariat.

- a) documentation, information et diffusion;
- b) dialogue, lobbying et mobilisation;
- c) éducation, formation et protection des défenseurs des droits de l'Homme.

En raison du lien étroit entre les priorités telles que précisées par le Plan d'action et le programme de travail, le rapport qui suit traitera successivement des points suivants:

- 1) La stratégie globale du CE l'année dernière ainsi que les contraintes rencontrées durant l'exécution de mandat.
- 2) Les activités portant sur des pays.
- 3) Les activités qui concernent les mécanismes du Partenariat.
- 4) Les nouveaux membres.
- 5) Autres activités.

Pour finir nous évaluerons les activités du Réseau au regard des objectifs fixés dans le Plan d'Action.

1. STRATEGIE GLOBALE ET CONTRAINTES

En 1997, le Plan d'Action du REMDH notait que "depuis la signature de la Déclaration de Barcelone, les conditions relatives aux droits de l'Homme dans la région euro-méditerranéenne ne cessent de susciter de graves préoccupations. Par exemple, dans certaines régions, la liberté de la presse est entravée par les gouvernements, et dans d'autres, la torture et les exécutions extrajudiciaires sont systématiquement pratiquées. Dans plusieurs pays la liberté d'association est attaquée ou sérieusement restreinte, les défenseurs des droits de l'Homme sont intimidés ou harcelés, et les droits des femmes sont niés. Dans certains cas, le droit à la libre circulation est arbitrairement restreint ou, de manière générale, systématiquement entravé. Les normes afférentes à la protection des réfugiés et au droit d'asile sont généralement insuffisantes. Le racisme et la discrimination envers les citoyens du tiers-monde sont monnaie courante".

Il serait faux de dire que la situation s'est améliorée en 1998, malgré quelques développements positifs tels que la libération de prisonniers et l'adoption par l'ONU de la Déclaration des Défenseurs des droits de l'Homme en décembre 1998.

La crise du processus de paix au Moyen-Orient entrave toujours le travail des organisations des droits de l'Homme. Les gouvernements utilisent des arguments sécuritaires pour minimiser les violations de droits de l'Homme et marginaliser les défenseurs des droits de l'Homme. L'adoption de la Convention Arabe contre le Terrorisme par les membres de la Ligue Arabe a été faite au détriment d'une approche régionale de lutte contre le terrorisme et la violence politique sur la base des normes internationales de droits de l'Homme. Le document sur la politique d'immigration et d'asile de l'UE présentée par la Présidence autrichienne le 1er juillet 1998 a constitué un pas dans le mauvais sens pour la sauvegarde des normes de protection des demandeurs d'asile et des droits des migrants.

L'activité du REMDH s'est développée en fonction de cette situation et a pris en compte les considérations suivantes:

- 1) Une attention particulière aux événements susceptibles d'affecter négativement l'ensemble de la région.
- 2) Une attention particulière aux pays où les défenseurs des droits de l'Homme sont dépourvus de moyens fondamentaux pour agir.
- 3) le développement de mécanismes pour influencer le PEM sur les questions des droits de l'Homme en liaison avec d'autres ONGs.
- 4) l'action en fonction des moyens disponibles.

L'action du CE en 1998

Le CE a tenu sa première réunion à Copenhague du 3 au 4 avril 1998 et y a élaboré un programme annuel sur la base de la signature prochaine de la convention de financement du Réseau par l'UE².

Concernant le volet documentation, information et diffusion il a été ainsi décidé d'organiser un séminaire de formation des membres du Réseau d'une durée de trois jours à Bruxelles sur la dimension des droits de l'Homme dans le processus de Barcelone; de tenir à cette occasion un atelier avec des parlementaires européens, les ONGs internationales des droits de l'Homme et les membres du Réseau afin de discuter des critères de mise en oeuvre des accords d'association permettant de renforcer la protection et la promotion des droits de l'Homme (voir plus bas). Enfin, il a été décidé de créer un site internet, d'enrichir le contenu et de développer la diffusion de la Lettre d'information après l'embauche d'un(e) responsable des relations publiques.

Dans le domaine du dialogue, du lobbying et de la mobilisation, le CE a estimé plus judicieux de définir les activités futures à partir des conclusions des deux réunions projetées à Bruxelles; en attendant, il a été convenu de faire représenter autant que possible le REMDH dans les conférences importantes sur les questions euro-méditerranéennes. En dernier lieu le CE a décidé de développer les activités de lobbying et de sensibilisation en rapport avec la clause des droits de l'Homme des accords d'association. En conséquence, il a été demandé à Mlle Sa'eda Kilani de participer à une initiative sur la liberté de la presse en Jordanie. (voir plus bas).

² En décembre 1997 le Comité Exécutif a reçu des indications de Bruxelles selon lesquelles la Commission serait favorable à une candidature du REMDH et d'après lesquelles la décision formelle serait prise en février. Au début du mois de février la Commission a fait savoir au REMDH que la première lecture des propositions d'activités pour 1998 était prévue pour la mi-février et que les dates pour la seconde lecture n'étaient pas encore fixées. Au début du mois de mars le Réseau a appris que sa candidature avait été retenue pour la seconde lecture qui devait avoir lieu en avril. Finalement, lors d'une réunion le 20 avril, la Commission a formellement décidé d'attribuer au Réseau 472.111 ECU pour sa première année d'activités.

En matière d'éducation, de formation et de protection des défenseurs des droits de l'Homme, le CE a approuvé deux projets, privilégiant les échanges d'expériences et la collaboration entre ses membres, conformément à la philosophie du Réseau; l'un visant à évaluer les programmes d'éducation aux droits de l'Homme dans la région en vue de leur amélioration³; l'autre ayant pour objectif d'aider les ONGs méditerranéennes dans leur action en direction des organes internationaux de l'ONU à Genève⁴. Enfin, le CE a étudié les moyens de développer une approche crédible de la protection des défenseurs des droits de l'Homme. Dans l'immédiat il a été décidé d'agir selon les moyens disponibles et d'envoyer en Tunisie une mission d'observation du procès en appel de M. Khemais Ksila, Vice-président de la ligue tunisienne des droits de l'Homme (voir plus bas).

Deux mois après la réunion de Copenhague, la plupart des activités prévues ont dû être reportées en raison du gel des subventions de l'UE.

Le 10 juin 1998 en effet, la Commission informait de la suspension temporaire du financement des projets MEDA-Démocratie, exception faite des projets déjà approuvés. Cette suspension faisait suite à un arrêt de la Cour de justice de l'UE, en date du 12 mai 1998, portant sur la mise en oeuvre de lignes budgétaires sans base légale de l'exercice 1995, des mesures de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans l'UE. La Cour a considéré que seules les mesures non significatives pouvaient être mises en oeuvre sans l'adoption préalable d'une base légale. Suite à cet arrêt, la Commission a décidé de suspendre toute une série de programmes, d'un montant global d'environ 500 millions d'ECU, dont les programmes de lutte contre la pauvreté et de l'exclusion sociale, des actions en faveur des pays en voie de développement, les programmes de lutte contre le racisme et la xénophobie et les programmes dans le domaine des droits de l'Homme et de la démocratie⁵.

Le 28 juin, la moitié des membres du CE a pu se retrouver à Paris afin d'élaborer un plan d'urgence pour le REMDH⁶. Lors de cette réunion, il a d'abord été décidé d'entamer aussitôt une campagne demandant aux institutions de l'UE de trouver une solution rapide au gel des lignes budgétaires. En second lieu, il a été convenu de donner la priorité financière au maintien du secrétariat, de reporter les activités prévues jusqu'au versement des subventions par l'UE et de poursuivre en attendant les activités peu onéreuses tout en cherchant de diversifier les sources de financement.

A cet effet, Kamel Jendoubi et Marc Schade-Poulsen se sont rendus à Strasbourg le

³ Développées par "80.20 Education and Acting for a Better World - Ireland", le Centre des droits de l'Homme à Essex et le "Cairo Institute for Human Rights Studies".

⁴ Proposé par le Service Internationale des Droits de l'Homme, le Centre méditerranéen des droits de l'Homme et le Centre danois des droits de l'Homme.

⁵ Une proposition pour établir une base légale pour les programmes des droits de l'Homme et de la démocratie est en suspens depuis juillet 1997.

⁶ Le plan a été par la suite approuvé par tous les membres du CE.

17 juin pour informer le Parlement européen de la situation du Réseau et le 30 juin, Abdelaziz Benani et Marc Schade-Poulsen rencontraient à Bruxelles M. Xavier Prats Monné⁷, des ONGs basées dans cette ville et des représentants des missions permanentes des divers pays européens auprès de l'UE.

En juillet, le secrétariat a publié des communiqués de presse et adressé des lettres à la presse internationale, aux ONGs, aux représentants de l'UE et à la présidence autrichienne, demandant une solution rapide aux institutions de l'UE, dont la crédibilité était en jeu. Plusieurs membres du Réseau ont réagi et ont envoyé à leur tour des lettres de protestation aux institutions de l'UE. Suite à ces initiatives, la situation du Réseau a été soulevée le 19 juin lors de la réunion des présidents des commissions du Parlement européens, à la réunion de la délégation Maghreb le 30 juin et lors des réunions préparatoires du Conseil EuroMed.

Le 23 juin une réunion a eu lieu entre les représentants du Parlement, la Présidence du Conseil et la Commission (le dialogue) pour examiner les moyens de sortir de l'impasse. Le 15 juillet la Commission Européenne débloquent totalement ou en partie 75 des 100 lignes budgétaires temporairement suspendues, y compris le programme Meda-Démocratie.

Vers la fin du mois de juin, le Réseau a été informé que sa demande avait été renvoyée au département budgétaire pour l'établissement d'une nouvelle convention de financement. Cependant on a omis de lui signaler que les services budgétaires de la Direction Générale 1 B étaient en cours de réorganisation. Après les vacances du mois d'août, le secrétariat a réussi à localiser la personne responsable de notre dossier financier, qui nous a fait savoir que le déménagement et l'équipement de ses services étaient toujours en cours et que de nombreux dossiers s'étaient accumulés sur son bureau durant les trois derniers mois. Des recherches supplémentaires nous ont ensuite révélé que la Direction Générale ne comptait établir notre convention que vers la mi-novembre.

Entre-temps, la deuxième réunion ordinaire du CE s'est tenue au Caire du 9 au 10 octobre et le CE a repris les discussions de la réunion de Copenhague⁸. Il a été décidé de commencer les préparatifs de la troisième Assemblée Générale et de la tenir à Stuttgart à l'occasion du Sommet du PEM afin d'accroître la visibilité du REMDH et de mettre l'accent sur la nécessité de consolider le dialogue entre la société civile et le partenariat officiel.

Le CE a également débattu de l'action du Réseau sur les questions relatives à l'immigration et aux réfugiés en vue de définir la spécificité du Réseau et pour éviter de reproduire les initiatives des réseaux existants. La question de la protection des défenseurs des droits de l'Homme a de nouveau été évoquée avec un intérêt particulier

⁷ Conseiller sur les politiques méditerranéennes du vice-président de la Commission, Manuel Marin.

⁸ Khader Shkirat n'a pas pu assister à la réunion. Au dernier moment les autorités lui ont refusé l'entrée en Egypte.

pour la situation de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme. En dernier lieu le CE a s'est mis d'accord sur les grandes lignes du rapport annuel et a établi l'agenda du premier semestre 1999, qui a dû être à nouveau remanié aux alentours de la nouvelle année en raison de retards supplémentaires de financement de l'UE.

Le Réseau a enfin reçu le 4 février 1999 la convention de financement de l'UE, accompagnée d'une lettre faisant aimablement référence à notre candidature du 22 septembre 1997. D'après nos informations, il s'agit de la première convention établie dans le domaine des droits de l'Homme depuis la décision de déblocage des subventions de juillet 1998.

Pour conclure, l'activité du CE a été sérieusement entravée par les procédures et les problèmes administratifs avec l'UE; le CE n'a pu poursuivre son action en 1998 que grâce au soutien financier du Ministère des affaires étrangères danois, auquel nous exprimons ici notre gratitude. Néanmoins, des étapes importantes ont été franchies pour développer le travail du REMDH ainsi que sa crédibilité..

ACTIVITES RELATIVES AUX PAYS

Le REMDH a agi l'année dernière sur les violations des droits de l'Homme dans quatre pays: la Jordanie, l'Egypte, la Tunisie et la Syrie.

Liberté d'expression en Jordanie

En novembre 1997 la Jordanie a signé un Accord d'Association avec l'Union Européenne dans le cadre du processus de Barcelone renforçant ainsi ses engagements dans le domaine des droits de l'Homme, tout comme elle l'avait déjà fait en ratifiant le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques. L'article deux de l'Accord affirme comme on le sait que toutes les dispositions du partenariat seront fondées sur le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux de l'Homme.

Malgré ses engagements, la Jordanie a adopté le 1er septembre 1997 une nouvelle Loi sur la Presse et les Publications (LPP) qui donne de larges pouvoirs aux autorités, limite l'accès des journalistes à l'information et restreint les activités des instituts indépendants de recherche. L'adoption de cette loi par le Parlement jordanien après une année de détérioration constante de la liberté de la presse dans ce pays a été considérée par le CE comme une nouvelle étape dans le processus de régression de la liberté de la presse dans les pays de la rive sud de la Méditerranée; il a en conséquence décidé de mener une action contre la LPP en encourageant Mlle Sa'eda Kilani, membre individuel du Réseau, à rédiger un rapport à ce sujet et à le présenter au Parlement européen.

Après la rédaction d'une première ébauche par Mlle Sa'eda Kilani en septembre, nous avons proposé aux administrateurs des divers groupes politiques du Parlement européen (PE) d'organiser un séminaire au PE en coopération avec le Réseau et

d'autres organisations des droits de l'Homme.

Lors d'une réunion préparatoire en octobre, les administrateurs ont expliqué qu'il y aurait une faible affluence de la part des parlementaires européens et nous ont suggéré d'organiser plutôt des rencontres entre Sa'eda Kilani et les parlementaires importants afin de les exhorter à déposer une motion d'urgence lors de la session de décembre.

Encouragé par ces suggestions le Réseau a contacté plusieurs organisations des droits de l'Homme qui avaient déjà travaillé avec Sa'eda Kilani et leur a demandé de soutenir son travail. Après trois semaines de discussions fructueuses et constructives entre New York, Londres, Paris, Copenhague et Amman le rapport final de Sa'eda Kilani a été publié au début de mois de novembre par le Réseau avec le soutien d'ARTICLE 19, du "Centre for Media Freedom - Middle East and North Africa", du "Committee to Protect Journalists", de la "Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme" (FIDH), de "Human Rights Watch" et de "Reporters Sans Frontières" qui ont traduit plus tard le rapport en français.

Ce rapport expose comment la nouvelle loi met en place un régime de censure en Jordanie, confère au gouvernement de larges moyens de contrôle de la presse indépendante, autorise la suspension des journaux, voire leur fermeture, sur la base de motifs définis de manière vague et très extensive et restreint le travail des centres et instituts de recherches tant nationaux qu'étrangers. En conclusion, l'auteur et les organisations partenaires exposent leurs préoccupations et recommandations en demandant notamment la révocation de cette loi.

Sa'eda Kilani et Marc Schade Poulsen se sont rendus les 17 et 18 novembre au Parlement européen où Mlle Kilani a donné une conférence de presse et rencontré de nombreux parlementaires, leur demandant de déposer une résolution d'urgence⁹.

Peu de temps après la publication du rapport, nous recevions une lettre du Ministère jordanien de l'information; le Directeur général du Ministère y critiquait le rapport, le décrivant comme déséquilibré, basé sur une source non objective, portant atteinte à l'autorité du Parlement et procédant à une analyse erronée de la loi. Il invitait néanmoins les organisations qui ont soutenu le rapport à se rendre en Jordanie pour se rendre compte de la véritable situation de la presse.

Dans leur réponse commune, les associations signataires se félicitaient de l'invitation du gouvernement jordanien, et réitéraient leurs profondes préoccupations concernant

⁹ Des rencontres ont eu lieu Hadar Cars (V), Andre Soulier, (PPE), Président de la sous-commission des droits de l'Homme; Magda Alvoet, rapporteur de PE sur la Jordanie, Mr. Barros Moura (PSE), membre de la sous-commission des droits de l'Homme, rapporteur du PE sur les droits de l'Homme; Ingo Friedrich (PPE), Président de la Délégation pour les relations avec les pays du Machrek et les Etats du Golfe, Jannis Sakellariou (PSE), membre de la Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense, Anna Terrón I Cusi (PSE) Vice présidente de la Délégation pour les relations avec les pays du Machrek et les Etats du Golfe, Aline Pailler, membre du Bureau du GUE/NGL, Pierre Pradier (ARE), Hadar Cars et Kyösti Virrankoski (ELDR).

la liberté d'expression et exposaient à nouveau les dispositions essentielles de la loi qui ont suscité leur inquiétude.

Une deuxième lettre a été adressée par le Réseau en tant que quel; le REMDH y assumait l'entière responsabilité du rapport, et répliquait point par point aux critiques soulevées par le Directeur général du Ministère. Cet échange de courriers a été très largement répercuté par la presse jordanienne et un dossier complet a été adressé au PE comprenant copies de ces lettres, un dossier de presse préparé par Sa'eda Kilani ainsi qu'un projet de résolution d'urgence.

En novembre, de nombreux parlementaires étaient favorables à notre proposition de résolution d'urgence. Néanmoins, et en dépit d'efforts intensifs des groupes Libéral et Vert en particulier, la résolution sur la Jordanie n'a pas été jugée si urgente pour figurer parmi les cinq résolutions, sur 28 propositions, à être présentées à la session de décembre.

La résolution n'a pas été retenue en raison d'abord de l'insistance du groupe Socialiste à organiser une rencontre avec le représentant du gouvernement jordanien avant de soutenir le dépôt d'une résolution. Les Radicaux ainsi que le groupe de la Gauche-Unie, qui soutenaient initialement notre projet, ont décidé d'attendre le résultat de cette rencontre qui eut lieu finalement à Strasbourg entre le groupe Socialiste et l'ambassadeur de Jordanie à Bruxelles. Ce dernier assura ses interlocuteurs que la Jordanie avait l'intention d'appliquer la loi de manière souple et insista sur le fait que le gouvernement n'hésiterait pas si nécessaire à proposer au parlement de son pays des amendements à la loi sur la presse.

Les Socialistes décidèrent lors d'une réunion de leur groupe qu'il était prématuré de déposer une résolution puisque un dialogue avait été établi entre le Ministère de l'information et les organisations signataires de notre rapport.

Malgré cela, le REMDH a continué ses interventions en vue d'obtenir, avec le soutien des groupes Libéral et Vert le dépôt d'une résolution pour la session de janvier 1998 et a contacté les ONGs basées à Bruxelles pour soutenir ses efforts. Arguant des promesses faites par l'Ambassadeur de Jordanie, les groupes Chrétien-démocrate et Socialiste ont encore estimé que le moment n'était pas toujours opportun pour une telle initiative.

Nous regrettons bien évidemment l'absence d'une résolution du PE sur la Jordanie; néanmoins, nous avons le sentiment que le Réseau a réussi à faire prendre

conscience aux parlementaires européens de la dégradation de la situation de la liberté de la presse dans ce pays tout comme il a amené le gouvernement jordanien à y regarder à deux fois avant de prendre toute nouvelle mesure dans ce domaine.

Le rapport comme l'échange de lettres entre le Réseau et le Ministère de l'informations ont fait la Une des journaux en Jordanie et le gouvernement a réalisé que la loi faisait

l'objet de l'attention internationale.

Nous remercions toutes les organisations qui ont soutenu cette campagne, qui valait la peine d'être menée: cette action menée en commun a eu un réel impact tant en Jordanie qu'au Parlement Européen.

Liberté d'association en Egypte

Le CE a suivi attentivement les tentatives de marginalisation du mouvement des droits de l'Homme qui se développaient en Egypte alors même que ce pays se prépare à signer un Accord d'Association avec l'UE. Un projet de loi sur les associations et les institutions privées a été en effet élaboré par les autorités et risque, s'il était adopté en l'état, d'influencer négativement l'action des organisations de défense des droits de l'Homme de la rive sud de la Méditerranée.

Le 1er décembre 1998, Hafez Abu Sa'ada, secrétaire général de l'Organisation égyptienne des droits de l'Homme (OEDH) était arrêté et inculpé de trois délits:

- 1) diffusion à l'étranger de fausses informations portant atteinte à l'intérêt national;
- 2) obtention de financements étrangers en vue de préparer des actes portant atteinte à l'Egypte;
- 3) obtention de dons et subventions de l'étranger sans autorisation préalable des autorités.

Cette inculpation était liée au rapport publié en septembre de cette année par l'OEDH au sujet des violations des droits de l'homme au village de Kosheh et à l'obtention par l'OEDH d'une subvention du Comité des droits de l'Homme du parlement britannique.

Le REMDH s'est joint à la campagne internationale pour la libération de Hafez Abu Saada. Le 4 décembre 1998, il publiait un communiqué de presse défendant le droit de toute association de défense des droits de l'Homme, conformément à sa mission, d'enquêter, de rassembler tout élément pertinent et de diffuser l'information concernant les violations des droits de l'Homme. Cet appel demandait la libération immédiate de Hafez Abu Saada, la levée de son inculpation ainsi que celle de l'avocat de l'OEDH, M. Mustapha Zeidan.

Le REMDH s'est joint par ailleurs à une initiative de la FIDH et de l'OMCT (Organisation Mondiale Contre la Torture) en confiant à Me Bénédicte Chesnelong une mission d'enquête sur les conditions d'arrestation de Hafez Abu Saada; son rapport a été publié en janvier 1999 par la FIDH qui avait financé cette mission.

En janvier 1999, le REMDH entreprit une série de consultations avec ses partenaires égyptiens pour déterminer l'utilité d'un suivi du procès prévu de M. Hafez Abu Saada

qui avait été entre-temps libéré (le 6 décembre 1998). Les organisations égyptiennes souhaitèrent la présence d'observateurs judiciaires du REMDH à l'audience prévue pour le 7 février, ainsi qu'une mission d'enquête sur le projet de loi concernant les associations et le procès de M. Hafez Abu Sa'ada.

Comme mentionné dans le rapport de la FIDH de janvier 1999, l'OEDH a depuis sa création sollicité des autorités égyptiennes l'agrément officiel exigé par la loi. N'ayant jamais ni obtenu ni s'est vu refuser cette autorisation, l'OEDH était tolérée tout en étant en permanence menacée par le gouvernement qui pouvait à tout moment utiliser contre elle l'absence de toute autorisation légale. L'OEDH qui avait entrepris des recours administratifs contre cet excès de pouvoir se heurtait depuis des années à la lenteur de la justice qui ajournait systématiquement les audiences prévues. C'est dans ce contexte qu'une audience devait avoir lieu le 7 février pour examiner le statut de l'OEDH.

Depuis le printemps 1998, les ONGs égyptiennes vivaient sous la menace du projet de loi sur les associations, élaboré en secret par le Ministère des affaires sociales pour remplacer la loi N° 32 de 1964 sur les associations. Ce projet met en place un strict contrôle gouvernemental sur les associations, leur interdisant entre autres, d'avoir toute activité politique tombant sous le coup des lois régissant les partis politiques, ou même toute action politique quelle que soit sa nature. Ce Projet permettrait par exemple aux autorités d'interdire aux associations d'organiser un débat public d'ordre intellectuel ou l'observation d'élections au prétexte que ces activités ont un caractère politique.

En outre, le projet de loi donne aux autorités le pouvoir d'approuver ou de refuser l'adhésion d'une association égyptienne à une fédération ou un réseau arabe ou international, exige que les conseils d'administration soient composés d'une majorité d'Egyptiens, le pourcentage des non-nationaux ne devant pas dépasser 25%, sans considération du champ d'activité -local ou régional, de l'association. Il permet enfin au Ministère des affaires sociales d'exiger la démission d'un administrateur en particulier.

La mission du REMDH, mandatée par la FIDH aussi, a séjourné au Caire du 5 au 10 février 1999. Elle était composée de MM. Gilles Manceron, historien et membre du bureau de la Ligue française des droits de l'Homme et Thomas Rothpfeffer, juriste et observateur judiciaire confirmé. Ils ont notamment assisté à l'audience du 7 février à la Haute cour administrative où le recours de l'OEDH avait été introduit, Thomas Rothpfeffer y assistant comme observateur judiciaire officiel.

La mission a eu des entretiens avec des représentants des organisations égyptiennes des droits de l'Homme, le président de l'Assemblée du peuple, le responsable adjoint chargé des droits de l'Homme au Ministère des affaires étrangères, un conseiller du Ministre de la justice, membre du comité chargé de la rédaction du projet de loi sur les associations et un conseiller du Ministre des affaires sociales. Elle a enfin rencontré des représentants de la mission permanente de la Commission européenne et de plusieurs ambassades européennes.

Le rapport de mission va être prochainement publié en collaboration avec la FIDH et

analysera le projet de loi révisé dont la mission a pu obtenir une copie. Nous remercions MM. Gilles Manceron et Thomas Rothpfeffer pour l'excellent travail accompli au Caire ainsi que nos partenaires égyptiens et la FIDH pour leur concours à la réussite de cette mission.

Défenseurs des droits de l'Homme: le procès en appel de Khemaïs K'sila et la situation de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH)

Durant cette année, le CE a suivi avec une attention toute particulière la situation de la LTDH, dont les conditions de travail se sont gravement détériorées en 1998 en raison des pressions constantes et du harcèlement dont elle a fait l'objet de la part des autorités tunisiennes. Derrière un discours qui se réfère en permanence aux droits de l'Homme, et en particulier aux droits des femmes, ces autorités se distinguent par le recours systématiques à des méthodes illégales de harcèlement des défenseurs des droits de l'Homme. Premier pays à avoir établi un Conseil d'Association après la signature de l'Accord d'Association avec l'UE, la Tunisie est en passe de réussir à marginaliser totalement les militants des droits de l'Homme, ce qui créerait un précédent dangereux dans la région. C'est pourquoi le CE a décidé en avril d'envoyer une mission en Tunisie afin d'assister au procès en appel de Khemaïs K'sila, vice-président de la Ligue et d'enquêter sur la situation de Mme Radhia Nasraoui, avocate et membre de l'Ordre des Avocats de Tunisie.

Le 11 février, Khemaïs K'sila avait été condamné à trois ans de prison pour "diffamation des autorités, propagation de fausses nouvelles portant atteinte à l'ordre public et incitation des citoyens à violer les lois du pays". Plus récemment, trois membres du comité directeur de la LTDH, MM. Fadhel Ghedamsi, Abdelkrim Allagui et Salah Zghidi avaient fait l'objet d'une surveillance policière constante. Enfin, en février 1998, le président de la Ligue, M. Taoufik Bouderbala avait été convoqué par le Procureur général pour un interrogatoire au sujet d'une déclaration de la LTDH qui évoquait la situation des droits et des libertés fondamentales dans le pays.

M. Moncef Marzouki, ancien président de la LTDH et membre individuel du Réseau, restait toujours privé de son passeport ainsi que du droit d'exercer son métier de médecin hospitalier, alors que son frère, M. Ali Bedoui, venait d'être condamné deux mois auparavant à une peine de six mois d'emprisonnement pour "résistance aux forces de l'ordre". Me Radhia Nasraoui, bien connue pour son action en faveur des prisonniers de conscience, faisait quant à elle l'objet de mesures graves d'intimidation: en date du 30 mars 1998, des poursuites venaient d'être engagées contre elle pour plusieurs infractions dont la plus grave était "la relation avec des organisations terroristes".

La mission du REMDH était composée de MM. Hans Kjellund, avocat à la Haute cour du Danemark et Mohamed Anik, membre de l'Ordre des avocats de Casablanca.

Auparavant, le Réseau avait adressé une lettre aux Ministres de l'intérieur et de la justice leur demandant de recevoir notre délégation mais ces courriers sont restés sans

réponse.

La mission a fait l'objet d'une surveillance policière constante durant toutes ses rencontres avec les responsables de la LTDH mais a pu assister le 11 avril au procès en appel de M. Khemaïs Ksila.

A cette audience, le parquet a obtenu un report des délibérations au 25 avril 1998 au prétexte que le dossier criminel original manquait dans les documents examinés par la cour.

Le Comité exécutif a décidé d'envoyer la même mission à la nouvelle audience du 25 avril et sollicité en vain un rendez-vous avec les Ministres de la Justice et de l'intérieur.

A cette seconde audience, le dossier criminel était là, mais il est apparu qu'un des juges auxiliaires était nouveau et n'avait pas assisté à la précédente audience. S'appuyant sur les dispositions de l'article 165 du Code de procédure pénale qui stipule que seuls les magistrats ayant assisté l'ensemble des audiences ont le droit de participer aux délibérations de la cour et au vote de la sentence, les conseils de M. Ksila ont demandé le report du procès et la réouverture de l'instruction. Face au refus de la cour de lui donner raison, la défense se retira et la condamnation de M. Ksila fut confirmée sans délibération.

Le rapport de mission explique la nature politique du procès intenté à M. Ksila et montre clairement en quoi son déroulement viole les obligations internationales de la Tunisie en matière de droits de l'Homme dont les dispositions de l'Accord d'Association avec l'UE. Il a été adressé en juillet dernier à la Commission européenne, le Comité des hauts Fonctionnaires du PEM, des membres du Parlement Européen, la presse, et les membres du Réseau.

Une lettre a été par ailleurs adressée aux missions permanentes des divers pays européens auprès de la Commission à Bruxelles, leur demandant d'inscrire explicitement les violations des droits de l'Homme en Tunisie à l'ordre du jour du premier Conseil d'Association entre la Tunisie et l'UE.

Nous remercions MM. Hans Kjellund et Mohamed Anik pour la qualité de leur mission et de leur rapport qui n'ont pu être, à notre grand regret, suivis d'une

mission auprès des institutions européennes, le secrétariat ayant fort à faire avec les problèmes administratifs dûs au gel des subventions.

Néanmoins, le Réseau a co-financé en février 1999 une tournée de représentants de la LTDH au Danemark, en Suède, en France, à Bruxelles et aux Pays-Bas, visite durant laquelle ils ont informé diverses organisations des droits de l'Homme de la situation en Tunisie et évoqué avec leurs interlocuteurs des projets de coopération. Ils ont eu aussi à cette occasion un large échange avec les membres du Comité exécutif.

Défenseurs des droits de l'Homme en Syrie: le cas de Nizar Nayyounf

En octobre 1998, Human Rights Watch (HRW) a demandé au Réseau de se joindre à une campagne internationale en faveur de Nizar Nayyounf.

La Syrie étant le seul pays de la région euro-Méditerranéenne qui nie systématiquement le droit de s'organiser pour défendre les droits de l'Homme, le CE a décidé lors de sa réunion du Caire de répondre positivement à l'appel de HRW et d'envoyer une mission d'enquête en Syrie. M. Per Stadig, avocat et membre de la Commission Internationale des Juristes/Suède et M. Mohamed Mandour, directeur d'hôpital et coordinateur du groupe arabe de travail sur les droits de l'Homme se sont portés volontaires pour accomplir cette mission. r Nayyounf, journaliste, écrivain et militant des droits de l'Homme est un des dirigeants de l'association indépendante: Comités pour la défense des libertés démocratiques et des droits de l'Homme en Syrie (CDF), membre du REMDH. Arrêté en 1992 pour avoir exercé un droit internationalement reconnu, celui de parler de la situation des droits de l'Homme dans son pays, il purge actuellement une peine de 10 ans d'emprisonnement. D'après des informations publiées par Reporters Sans Frontières en août 1998, il souffre de la maladie de Hodgkin et risque de mourir s'il n'est pas rapidement soigné. Malgré cela, les autorités syriennes avaient refusé de prodiguer à Nozar Nayyounf les soins nécessaires, à moins qu'il ne s'engage à renoncer à toute activité politique et retire ses "fausses déclarations" sur la situation des droits de l'Homme en Syrie.

En date du 4 novembre 1999, le REMDH adressait une lettre aux ministres syriens respectifs des affaires étrangères, de l'intérieur, de la justice et de la santé demandant à ce que le cas de M. Nayyounf soit traité humainement et avec équité, que toutes mesures soient prises pour prodiguer les soins que nécessite son état et l'autorisation pour la mission de lui rendre visite en prison. Dans un communiqué de presse publié le 11 novembre, le Réseau alertait la presse, la Commission européenne, le Comité des Hauts Fonctionnaires, et les parlementaires européens sur la situation de M. Nizar Nayyounf et les informait de son projet de mission.

Le 10 décembre 1998, nous recevions une lettre de l'Ambassadeur de Syrie en Egypte, qui constitue à notre connaissance la première de son genre concernant un prisonnier de conscience, adressée à une organisation des droits de l'Homme par les autorités syriennes. Dans ce courrier, l'Ambassadeur expliquait que M. Nizar Nayyounf avait été transféré dans un établissement hospitalier suite à une hernie discale mais soulignait longuement que M. Nizar Nayyounf était, à l'en croire, membre d'une association extrémiste et illégale, qui commet des crimes contre la sécurité de l'Etat en distribuant des documents qui violent les lois en vigueur. Le diplomate ajoutait par ailleurs que les aveux de M. Nayyounf avaient été obtenus sans coercition et que toute allégation de torture ou de négligence dans les soins aux prisonniers en Syrie ne pouvaient être avérées car le pays a signé tous les traités internationaux de protection des droits de l'Homme.

Dans sa réponse du 12 décembre, le REMDH remerciait l'ambassadeur et relevait les discordances importantes qu'il y avait entre le contenu de sa lettre et les informations en possession du Réseau. Nous expliquions dans cette lettre que les CDF avaient été

créés en 1989 par des intellectuels, des juristes, des journalistes et des militants des droits de l'Homme en vue de promouvoir les droits de l'Homme en Syrie; qu'ils étaient devenues membre en 1991 de la FIDH, organisation bien connue et en 1997 du Réseau. En 1991 et 1992, plus de 250 membres des CDF avaient été arrêtées durant une campagne qui apparaît comme une réelle tentative de mettre fin aux activités de l'association.

Nous ajoutons que selon nos sources, Nizar Nayyounf s'était livré volontairement le 10 janvier 1992 après que sa femme et sa fille de trois ans aient été arrêtées à sa place. Le 17 mars suivant, il était condamné par une cour militaire à dix ans d'emprisonnement pour appartenance à une organisation illégale et distribution sans autorisation de tracts hostiles au gouvernement. Le déroulement de son procès s'était déroulé en violation des normes internationales qui garantissent un jugement équitable et son inculpation tout comme la sentence n'avaient pu être réexaminées en appel comme l'exige le droit international.

Enfin, nous notions que le seul moyen de lever les contradictions entre nos informations et celles du gouvernement syrien et de mettre fin à toute incompréhension était d'autoriser notre mission à rendre visite à Nizar Nayyounf, ce qui constituerait un pas effectif vers la réalisation de notre objectif commun, l'application effective des normes internationales des droits de l'Homme.

Notre lettre est restée sans réponse; nous continuons néanmoins à estimer utile cet échange de lettres avec les autorités syriennes et entendons assurer le suivi du cas de Nizar Nayyounf.

ACTIVITES EN LIEN AVEC LE PARTENARIAT OFFICIEL

Durant l'année passée, le REMDH a agi sur plusieurs plans en direction du partenariat officiel afin de:

1. promouvoir la prise de conscience concernant la dimension des droits de l'Homme,
2. stimuler la réflexion sur la nécessité de la mise en place par les pays partenaires de mécanismes de suivi des droits de l'Homme en lien avec les ONGs,
3. faire du REMDH un réseau crédible en matière de droits de l'Homme.

Racisme, xénophobie, immigration et réfugiés

Cette année, le CE a discuté à plusieurs reprises des meilleurs moyens d'élaborer une stratégie propre au Réseau et complémentaire du travail déjà accompli dans ce domaine par des organisations comme ECRE, le Forum des Migrants de l'UE, le Réseau européen contre le racisme et la campagne pour l'abolition des visas de court séjour des Liges française et belge des droits de l'Homme.

Le CE considère que le REMDH se distingue par le fait d'être un réseau nord-sud qui

se préoccupe de l'ensemble de la région euro-méditerranéenne. En conséquence, il doit agir sur des questions comme la liberté de circulation, les accords de réadmission, le respect des droits de l'Homme dans la lutte contre le terrorisme et la violence politique et les flux migratoires sud-sud.

Dans ce cadre, les membres du CE ont représenté le REMDH dans plusieurs conférences importantes sur l'immigration et le droit d'asile. La plus importante, en raison de son effet sur le partenariat officiel, fut probablement la table-ronde organisée par la commission ecuménique des églises, le Forum des citoyens de la Méditerranée et le " Migration policy

group " à La Haye les 19/20 février 1999. Ce séminaire avait pour but d'élaborer des recommandations à présenter à la réunion d'experts sur l'immigration et les échanges humains, qui a eu lieu à La Haye les 1er et 2 mars et qui doit présenter un rapport au sommet de Stuttgart. Les recommandations du séminaire des 19/20 février constituent une bonne

plate-forme pour l'action future du REMDH et seront diffusées à notre assemblée générale.

La conférence de Wilton Park

Le REMDH a été représenté aussi à la conférence de Wilton Park qui avait pour thème: " renforcer la démocratie et le respect des droits de l'Homme " et dont les conclusions ont été soumises au sommet euro-méditerranéen de Palerme de juin 1998.

Le document final de la conférence met en exergue l'importance de la collaboration entre les sociétés civiles et les gouvernements afin de renforcer la démocratie et les droits de l'Homme, insiste sur le rôle des organisations non-gouvernementales dans l'élaboration de compromis démocratiques et l'utilité des réseaux, comme le REMDH, et la multiplication des contacts et relations entre les ONGs. Ce document a été présenté de manière résumée dans le numéro 4 de la lettre d'information du Réseau et constitue une bonne base pour des actions futures.

Les manifestations de Stuttgart

A la réunion du CE d'avril 1998, il avait été décidé de tenir la troisième assemblée générale du Réseau en Palestine. Suite au gel temporaire des subventions de l'UE, cette assemblée générale a dû être reportée et le CE décida lors de sa réunion du Caire de la tenir à Stuttgart parallèlement au sommet euro-méditerranéen, afin de renforcer la visibilité du réseau et des ONGs travaillant dans le domaine des droits de l'Homme.

Les contacts pris avec le gouvernement allemand nous apprirent qu'à six mois de cette échéance, rien n'était encore planifié. En raison du peu de temps imparti à la préparation du Forum Civil, le CE décida de ne pas prendre la responsabilité d'organiser seul un tel événement, et arrêta les décisions suivantes:

1. tenir la troisième assemblée générale à Stuttgart,
2. identifier des partenaires allemands pour nous aider à la préparer,
3. faire savoir la disponibilité du Réseau pour participer à l'organisation d'un événement sur les droits de l'Homme après l'assemblée générale,
4. préparer en concertation avec les membres du Réseau un document d'orientation à présenter aux gouvernements partenaires avant le Sommet.

Après discussion, il fut décidé que les questions urgentes à débattre à Stuttgart sont:

1. droits de l'Homme en situation de conflit,
2. droits civils et politiques et droits économiques et sociaux,
3. immigration, droit d'asile et liberté de circulation,
4. la nécessité de renforcer le dialogue entre la société civile et le partenariat officiel.

Ayant appris peu de temps après que le Forum des Citoyens de la Méditerranée (FCM) comptait aussi organiser une manifestation à Stuttgart, nous avons décidé de coordonner nos efforts.

Grâce au concours de partenaires allemands, nous avons pris contact avec la Fondation Friedrich Ebert qui a finalement accepté d'organiser une conférence sur le thème: droits de l'Homme et citoyenneté en Méditerranée en collaboration avec le REMDH et le FCM.

Les trois partenaires n'ont eu l'accord du gouvernement allemand et de la commission de l'UE pour soutenir financièrement cette initiative qu'à la fin février. En dépit des délais très courts et des ressources financières limitées qui avaient été allouées, le CE estima que la tenue simultanée de l'assemblée générale et de cette conférence était intéressante pour nos membres. Nous remercions M. Werner Lottje, de la Diakonisches Werk, la Fondation Friedrich Ebert et le Forum des Citoyens de la Méditerranée pour leur soutien et leur collaboration avec le REMDH.

Les séminaires de Bruxelles

En avril 1998, le CE avait décidé de tenir, au début de l'été deux séminaires à Bruxelles:

1. un séminaire de formation sur la dimension des droits de l'Homme dans le processus de Barcelone;
2. un atelier de réflexion sur l'article 2 des Accords d'association.

L'objectif du premier séminaire était d'informer les participants sur les dispositions et les principes du processus de Barcelone, d'encourager les échanges d'idées et d'expériences entre les membres du Réseau d'une part et entre les participants et les représentants des gouvernements et de la Commission d'autre part. Le programme, finalisé début juin, comprenait des intervenants de la Commission, du Parlement européen, des gouvernements partenaires, des organisations internationales de

défense des droits de l'Homme et du REMDH. Le séminaire devait traiter des thèmes suivants: les relations entre la Commission, le Parlement Européen et le Conseil des Ministres; le contexte historique du partenariat; le rôle de la Commission dans le processus de Barcelone; le fonctionnement du Parlement Européen et du Forum parlementaire Euro-Med; les programmes de la Commission en matière de droits de l'Homme; le développement des projets et leur financement dans la région euro-méditerranéenne; expériences locales et régionales "de lobbying" auprès des mécanismes de l'UE et du partenariat officiel; et enfin des ateliers sur les moyens de progresser dans le cadre du processus de Barcelone.

Le séminaire de réflexion, qui devait se tenir dans l'enceinte du Parlement Européen, devait réunir des parlementaires, des représentants du REMDH et d'autres ONGs; il avait pour objectif de mieux définir les critères et des normes plus précises pour évaluer le respect de la clause des droits de l'Homme des Accords d'Association.

Comme mentionné ci-dessus, les deux initiatives ont dû être reportées en juin 1998 suite au gel des financements de l'UE.

4. Les nouveaux membres

Le Comité exécutif a approuvé cette année l'adhésion des nouveaux membres suivants:

Au titre de membres: Organisation arabe des droits de l'Homme (Royaume-Uni); Centre pour la liberté de la presse, Moyen-Orient et Afrique du Nord (Royaume-Uni); Espace Associatif (Maroc); Fondation pour le droit humanitaire (Liban); Conseil italien des réfugiés (Italie); Centre palestinien des droits de l'Homme (Gaza);

Comme membres associés: Amnesty International (bureau de l'Union européenne); Dialogue euro-arabe des citoyens, EAD (Pays-Bas); Ligue libyenne des droits de l'Homme;

comme membres individuels: M. Magid Bencheikh, professeur de droit (Algérie); M. Hans Kjellund, avocat (Danemark); M. Moncef Marzouki, ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (Tunisie); Mme Christine Merkel, comité Unesco (Allemagne).

Nous les remercions de leur intérêt et ne doutons pas de la qualité de notre collaboration future.

Le CE note avec regret que beaucoup de membres n'ont pas encore payé leurs cotisations et entend en discuter après la troisième assemblée générale. Il a par ailleurs décidé d'élaborer un projet de règlement intérieur, pour préciser notamment les critères d'adhésion. Il note enfin que peu de membres ont présenté des rapports concernant les activités liées au REMDH.

5. LES AUTRES ACTIVITES

Le rapport annuel

Le CE a élaboré un avant-projet du rapport annuel. Ce rapport ambitionne d'analyser le processus de Barcelone du point de vue des droits de l'Homme, en se basant sur les cas de quelques pays et sur certaines questions-clefs, l'objectif étant de ne pas refaire un travail bien fait déjà par d'autres organisations internationales des droits de l'Homme. Ce premier rapport sera bien évidemment modeste mais il donnera un aperçu des rapports ultérieurs.

Plusieurs membres, que nous remercions, se sont portés volontaires pour contribuer à ce rapport et leurs articles sont en cours de rédaction. En raison des surcharges de travail des uns et des autres, il est probable que certains contributeurs auront des difficultés à rendre leurs papiers en temps et en heure. C'est pourquoi le CE propose de publier ce premier rapport sous la forme d'une compilation d'articles. Le projet de sommaire est joint en annexe 3.

La lettre d'information

Le Réseau a publié cinq numéros de sa lettre d'information, à raison de 100 exemplaires pour chaque livraison. De deux pages, la pagination est passée à 8 avec des les rubriques suivantes: 1- le réseau, 2- la dimension des droits de l'Homme dans le processus de Barcelone, 3- les défenseurs des droits de l'Homme, 4- nouvelles des membres, 5- conférences. Pour des raisons logistiques évidentes, la lettre n'a pas encore de périodicité régulière.

Financement

Des contacts ont été établis avec des sources de financement en France, en Suède, au Danemark, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Suisse. En novembre 1998, le REMDH a financé une visite de Khader Skhirat et Abdelaziz Benani en Suède où Eva Norström leur avait organisé une série de rencontres avec des représentants d'organismes de financement et d'organisations des droits de l'Homme. Ces contacts préliminaires aideront probablement le Réseau à mieux asseoir à l'avenir son assise financière dont l'objectif prioritaire est de garantir le financement de la traduction de tous les documents dans les trois langues officielles de travail du réseau.

L'équipe du Réseau

Lors de sa réunion de Copenhague, le CE s'est constitué ¹⁰ et a désigné Saïd Essoulami et Philip Rudge comme conseillers du Réseau et Marc Schade-Poulsen comme directeur exécutif. Ce dernier a été le seul salarié à plein temps du Réseau durant l'année 1998. En raison du retard intervenu dans le versement de la subvention de l'UE, le chargé des relations publiques n'a pu être pourvu comme c'était prévu.

Camilla Strandsbjerg a été employée comme étudiante stagiaire à temps partiel (15 heures par semaine) jusqu'au 1er novembre 1998. Entre le 15 avril et le 1er août 1998, Karen Ormstrup Soendergaard a travaillé comme étudiante stagiaire à temps partiel et Katrine Roemhild lui a succédé le 15 août. Marit Floe Joergensen a remplacé Camilla Strandsbjerg le 1er novembre.

Conclusion

C'est au regard du plan d'action et des priorités qu'il avait fixés que le travail du REMDH doit être évalué.

Ces priorités avaient été arrêtées comme suit: liberté d'opinion et d'expression, liberté de pensée et de conscience, liberté d'association et de réunion, protection des réfugiés et respect de la dignité humaine, et en particulier la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance.

Durant cette année, le Réseau a travaillé sur la liberté d'expression en Jordanie et la liberté d'association en Egypte.

L'action sur la Jordanie a été fructueuse et peut servir de modèle pour une action future sur la loi sur les associations en Egypte. Nous aurions probablement obtenu plus de résultats suite à la publication de notre rapport sur la Tunisie si nous avions pu mettre en oeuvre une démarche similaire à celle appliquée dans le cas jordanien.

Concernant les questions du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance, le REMDH n'a pas encore eu d'action effective: le CE a concentré son effort sur la définition d'une stratégie spécifique du Réseau mais plusieurs de ses membres ont participé activement aux débats sur ce thème lors de conférences importantes qui ont eu lieu cette année.

En matière de documentation, d'information et de diffusion, le Plan d'action avait établi comme objectifs du REMDH la promotion du dialogue sur les questions des droits de

¹⁰ Lobbying: Kamel Jendoubi.; Développement des compétences: Bahey El Din Hassan and Morten Kjaerum. Education en matière des droits de l'Homme: Bahey El Din Hassan. Migration and réfugiés: Eva Norström and Stefano Leszczynski. Liberté d'expression, de réunion et d'association: Abdelaziz Bennani. Rapport annuel: Driss El Yazami. Protection des défenseurs des droits de l'Homme: Khader Shkirat. Demandes d'adhésion au REMDH: Tous les membres du Comité exécutif. Finances: Khader Shkirat. Demandes de financement: Morten Kjaerum and Khader Shkirat. Dialogue interne et administration: Morten Kjaerum.

l'Homme dans la région et le renforcement du mouvement des droits de l'Homme par la mise en réseau des individus, organisations et institutions au travers de leur adhésion au REMDH. Le plan d'action avait aussi préconisé de mettre en place: 1- un réseau informatique d'information, 2- un rapport annuel, 3- un séminaire annuel, 4- des publications liées aux séminaires.

Le Réseau s'est renforcé grâce à l'adhésion de nouveaux membres, a publié 5 numéros de sa lettre d'information et a systématiquement alimenté en informations sur ses activités les membres, les organes officiels du partenariat, la presse et tous les individus et organisations intéressés.

En raison du gel des subventions, le REMDH n'a pas été en mesure de tenir son séminaire annuel, de publier son rapport annuel et de mettre sur pied son réseau d'information.

Dans le domaine du dialogue, du lobbying et de la mobilisation, le Réseau est désormais bien connu des organes officiels du partenariat ainsi que des organisations régionales et internationales des droits de l'Homme; il a été présent lors des conférences et séminaires les plus importants qui se sont tenus cette année sur les droits de l'Homme et la société civile dans la région. La préparation des deux séminaires qui ont été reportés, la campagne qui a fait suite au gel des financements de l'UE, les actions menées sur la Jordanie, l'Egypte, la Tunisie et la Syrie, l'engagement dans la préparations des rencontres de Stuttgart ont été autant d'occasions d'approfondir le dialogue et la concertation avec la Commission européenne, le Parlement, les représentants du Conseil de l'UE et des pays partenaires. Le REMDH tient à exprimer sa reconnaissance pour leur soutien à Article 19, Amnesty International, la FIDH, Human Rights Watch, La Fondation Friedrich Ebert, la Fondation Heinrich Böll, le Comité de Protection des Journalistes, les sections nationales de la Commission Internationale des Juristes, le Service International des droits de l'Homme, l'Observatoire des défenseurs des droits de l'Homme, Reporters sans Frontières, Dialogue euro-arabe entre Citoyens, l'Institut d'études des droits de l'Homme du Caire, l'Institut européen de recherches sur la Méditerranée et la coopération euro-arabe, le Forum des Citoyens de la Méditerranée, le Forum des Migrants de l'UE et enfin et surtout tous ses membres pour leurs réactions et propositions.

Concernant le volet de l'éducation, de la formation et de la protection des défenseurs des droits de l'Homme, le réseau n'a pas encore obtenu des résultats effectifs même si les deux projets de formation mentionnés ci-dessus sont toujours à l'ordre du jour. Le gel des subventions a été le facteur majeur qui a retardé leur réalisation. Les membres du Réseau ont été ainsi empêchés de se rencontrer pour discuter comment développer des projets en commun et comment utiliser le REMDH pour renforcer leur action sur le terrain.

A plusieurs reprises durant cette année, le CE a débattu des moyens susceptibles de mettre en place un programme efficace pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, mais ces échanges n'ont pas encore abouti. Néanmoins, des membres du CE ont initié une collaboration avec le la LTDH sous l'égide du REMDH, mais il est

encore trop tôt pour en évaluer l'impact.

Cette année 1998 vue en conclusion une année difficile en raison des problèmes financiers mais elle fut aussi une année où ont été accomplis les premiers pas en vue de faire du REMDH un organisme crédible et efficace dans le domaine des droits de l'homme.

Annexe 1: Principales publications, lettres et communiqués de presse en 1998

Février:	Lettre d'information (anglais et français).
Mars:	Lettre d'information (anglais et français).
Avril:	Lettre d'information (anglais et français).
7 avril:	Communiqué de presse sur la réunion du CE à Copenhague (anglais et français).
8 avril:	Lettres aux ministres de la justice et de l'intérieur tunisiens (français).
8 avril:	Communiqué de presse sur la mission en Tunisie (anglais, français et danois).
24 avril:	Communiqué de presse sur la mission en Tunisie (anglais, français et danois).
Mai:	Diffusion du rapport de la deuxième assemblée générale (130 copies, version anglaise).
25 mai:	Lettre d'invitation au séminaire de formation à Bruxelles (anglais et français).
25 mai- 10 juin:	Invitations aux intervenants au séminaire de formation (anglais et français).
3 juin:	Lettre d'invitation au séminaire à Bruxelles sur l'article 2 (anglais et français).
15 juin:	Lettre aux membres du Réseau, aux participants au séminaire à Bruxelles, aux intervenants ainsi qu'au Parlement européen sur l'ajournement des séminaires à Bruxelles (anglais et français).
2 juillet:	Lettre aux représentations des pays de l'UE à Bruxelles avant le premier Conseil d'Association entre l'UE et la Tunisie (anglais).
5 juillet:	Lettre à la Présidence autrichienne de l'UE sur le gel des lignes

budgétaires de l'UE (anglais).

- 7 juillet: Lettre aux membres sur le gel des lignes budgétaires de l'UE (anglais et français).
- 8 juillet: Communiqué de presse sur le gel des lignes budgétaires de l'UE (anglais et français).
- 9 juillet: Publication du rapport de la Tunisie (français) (envoyé aux membres, aux parlementaires de l'UE, à la troika de l'UE, au comité de suivi du processus de Barcelone, aux ministres tunisiens etc.).
- Juillet/août: Lettre d'information (anglais et français).
- Août/
septembre: Lettres sur le Réseau envoyées à des bailleurs de fond (anglais).
- Septembre: Diffusion du rapport de la deuxième assemblée générale (50 copies, version française).
- 15 octobre: Communiqué de presse de la réunion du CE au Caire (arabe, anglais et français).
- 4 novembre: Deux lettres de réponse envoyées au Directeur Général du Département de la Presse et des Publications de la Jordanie de la part du REMDH et des ONGs internationales (anglais).
- 11 novembre: Communiqué de presse concernant Nizar Nayouf et la mission REMDH en Syrie (anglais, français et arabe).
- 12 novembre: Publication du rapport sur la loi de la Presse et des Publication jordanaise (anglais).
- 16 novembre: Communiqué de presse sur la conférence de presse de Sa'eda Kilani au Parlement européen (anglais et français).
- 17 Novembre: Communiqué de presse sur le rapport de Jordanie (anglais et français).
- 1 décembre: Communiqué de presse concernant l'arrestation de Hafez Abu Sa'da.
- 7 décembre: Dossier de presse sur la loi jordanienne de la Presse et des Publications envoyé au Parlement européen.
- 12 décembre: Réponse à la lettre de l'ambassade syrienne au Caire concernant le cas de Nizar Nayouf et la mission REMDH (anglais).

Fin décembre: Lettre d'information (anglais et français).

Fin décembre: Proposition de Protocole de recommandation pour la réunion à Stuttgart envoyée aux membres du Réseau (anglais et français).

Janvier: Distribution du rapport de Jordanie en français.

8 février: Lettre d'information aux membres REMDH (anglais et français) concernant les réunions à Stuttgart.

Annexe 2: Voyages financés par le Réseau

Avril: Deux missions en Tunisie constituée de Hans Kjellund et Mohammed Anik concernant le procès en appel de Khemais Ksila.

27-29 avril: Participation de Stefano Leszczynski à la *Première réunion méditerranéenne des Institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'Homme*, Marrakech.

7-10 juin: Participation de Marc Schade-Poulsen et Eva Nordström à la conférence de LAW: *50 ans de violations des droits de l'Homme: palestiniens dépossédés*, Jerusalem.

12-15 mai: Voyage de Marc Schade-Poulsen à Strasbourg et à Bruxelles pour préparer les deux séminaires du Réseau à Bruxelles.

17 juin: Voyage de Marc Schade-Poulsen et Kamel Jendoubi au Parlement européen à Strasbourg pour rencontrer les administrateurs des partis politiques.

27-30 juin: Voyage de Marc Schade-Poulsen et Abdelaziz Bennani à Paris et à Bruxelles pour rencontrer Driss El-Yazami et Kamel Jendoubi et des représentants des institutions de l'UE.

14 octobre: Visite de Marc Schade-Poulsen à Bruxelles pour rencontrer les administrateurs des partis du PE, la Commission, la Représentation allemande à Bruxelles et Pax Christi.

octobre

18-19: Participation de Mourad Allal au séminaire de Bruno Kreisky et Dr. Karl Renner Institute sur le Partenariat euro-méditerranéen.

19-22: Participation de Marc Schade-Poulsen à la conférence de Wilton Park *Le dialogue euro-méditerranéen: évaluation* (financement partiel).

novembre

9: Réunion à Paris avec Le Forum des Citoyens de la Méditerranée pour coordonner les activités de Stuttgart.

15-18: Visite de Khader Shkirat et Abdelaziz Bennani à Stockholm pour rencontrer des organisations des droits de l'Homme et des fondations.

17-18: Visite de Marc Schade-Poulsen et Sa'eda Kilani au Parlement européen.

26 janvier: Visite de Marc Schade-Poulsen à Bruxelles à la Fondation Friedrich Ebert pour préparer la conférence pour le sommet de Stuttgart.

2 février: Visite de Marc Schade-Poulsen à Paris et à Bruxelles pour discuter du plan d'action pour la Ligue tunisienne des droits de l'Homme et pour faire une présentation sur le sommet de Stuttgart à la réunion de coordination des droits de l'Homme au PE.

5-9 février: Mission en Egypte constituée de Gilles Manceron et Thomas Rothpfeffer.

23 février: Visite de Marc Schade-Poulsen et Driss El-Yazami à Bruxelles pour préparer la conférence de Stuttgart.

25 février-
4 mars: Financement partiel de la tournée en Europe de la Ligue tunisienne.

En outre, le REMDH a été représenté aux conférences suivantes:

10-12 mai: *Renforcement de la démocratie et du respect des droits de l'Homme*, Wilton Park.

12-15 septembre: *Déficit social et tensions dans les relations euro-arabes*, Rome.

27-30 novembre: *La communauté marocaine expatriée et les droits de l'Homme*, Tanger.

9-10 décembre: *La citoyenneté et les droits de l'Homme des migrants dans l'Union Européenne*, Bruxelles.

19-20 février: *Table ronde sur la migration et les échanges humaines*, La Haye.

Annexe 3. Rapport annuel - esquisse

1. Introduction

- i) Bref résumé du Partenariat depuis Barcelone, novembre 1995
- ii) Présentation du REMDH
- iii) Présentation des thèmes centrales du rapport

2. Protocole de recommandations

3. Droits de l'Homme dans la construction du Partenariat euro-méditerranéen

- i) La situation des droits de l'Homme en Tunisie et dans l'UE (la Tunisie étant le premier pays avec lequel tous les états de l'UE ont signé un Accord d'Association et où une première réunion de Conseil d'Association a eu lieu)
- ii) Le rôle de l'UE dans la promotion des droits de l'Homme en Turquie après l'établissement de l'Union Douanière.
- iii) Le cas de l'Algérie: Pays engagé dans la négociation d'un Accord d'Association avec l'UE
- iv) La paix et les droits de l'Homme dans la région euro-méditerranéenne

4. Aspects "clefs" relatifs aux droits de l'Homme dans le processus de Barcelone

- i) Liberté d'expression dans la région euro-méditerranéenne avec une attention particulière sur les pays ayant signé un Accord d'Association avec l'UE.
- ii) Liberté d'association dans la région euro-méditerranéenne avec une attention particulière sur les pays ayant signé un Accord d'Association avec l'UE.
- iii) Violence contre les femmes dans la région euro-méditerranéenne.
- iv) Formation aux droits de l'Homme.
- v) Commerce, aide au développement et droits de l'Homme dans la région euro-méditerranéenne.
- vi) Racisme, liberté de mouvement, citoyenneté et migrants en situation irrégulière.
- vii) Droits des réfugiés et droits de l'Homme dans le processus de Barcelone.

5. Renforcement de la dimension institutionnelle des droits de l'Homme dans le processus de Barcelone